

est là de d'abord raffermir nos marchés, d'augmenter nos marchés, mais également de mettre en place de nouvelles structures pour éviter des incidents, dont ceux dont vous parlez. Nous aussi, le gouvernement, admettons que c'est malheureux, mais que tant qu'il n'y aura pas en place de nouvelles structures qui empêcheront ces éléments-là d'arriver, on aura continuellement à faire face à des situations comme celles-là. Alors, le besoin est d'autant plus pressant de négocier de nouvelles ententes de façon à ne plus avoir à faire face à des mesures comme celles-là.

[Traduction]

M. Orlikow: Monsieur le Président, je voudrais poser à la députée une question au sujet de sa province. La majorité des travailleurs dans les secteurs du vêtement, du textile et de la chaussure vivent dans le Québec. Or ces secteurs tendent à disparaître au Canada comme aux États-Unis. Des centaines de milliers de travailleurs ont été licenciés et des centaines d'usines ont fermé leurs portes du fait que ces secteurs, tant au Canada qu'aux États-Unis, n'arrivent pas à soutenir la concurrence des importations à bon marché des pays du tiers monde où la main-d'oeuvre est elle-même très bon marché. Que va rapporter un accord de libre-échange conclu entre le Canada et les États-Unis, aux centaines de milliers de travailleurs des secteurs du vêtement, du textile et de la chaussure dans sa province?

[Français]

Mme Landry: Monsieur le Président, je pense qu'on s'entend tous pour dire que le principal danger quand on parle des industries du textile et de la chaussure, c'est beaucoup plus les pays du tiers monde justement que les Américains. Dans ce sens-là, nous donnons également beaucoup d'importance aux négociations multilatérales du GATT parce qu'on devra également ajuster nos mesures face à ces pays-là. Alors, cela me fait plaisir d'ajouter justement que tout en entamant des négociations bilatérales avec les États-Unis, le gouvernement canadien reconnaît l'importance des négociations multilatérales pour prévoir toutes les possibilités dans ses transactions avec les autres pays.

Le président suppléant (M. Charest): Débat. L'honorable député de Laval-des-Rapides a la parole.

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, je voudrais participer à ce débat sur la motion présentée par le chef du Nouveau parti démocratique et qui se lit comme il suit:

Que la Chambre blâme le gouvernement de n'avoir pas agi dans l'intérêt du Canada au cours des discussions sur le libre-échange avec les États-Unis et, plus particulièrement, de n'avoir pas réussi à obtenir que les deux pays s'entendent pour s'abstenir de toute intervention tarifaire unilatérale durant les négociations.

A cette motion principale, un amendement a été apporté et il devra être voté par cette Chambre, dans le but d'ajouter:

... et de n'avoir pas aidé les travailleurs canadiens affectés par de telles mesures unilatérales.

Monsieur le Président, il est clairement indiqué que dans cette motion on ne demande pas aux députés, en tout cas pas pour le moment, de prendre position pour ou contre des discussions avec les États-Unis. Le but de la motion est d'analyser la façon avec laquelle le gouvernement conservateur s'est comporté depuis le début du processus de discussion avec les États-Unis.

Les subsides

Monsieur le Président, force nous est de constater que pris dans son mot à mot, la motion qui est présentée, telle qu'amendée par le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy), mon collègue, traduit une réalité que n'importe quel observateur de la scène politique peut constater *de visu*.

Tout d'abord, avant que le gouvernement conservateur n'arrive au pouvoir, et qu'il nous lance dans cette idée de vouloir négocier un libre-échange, il faudrait peut-être le définir un peu plus précisément afin de savoir de quoi on parle, mais avant que le premier ministre, le premier ministre du Canada, n'entreprenne de telles négociations, il n'y avait pas de mesures douanières précises pour bloquer l'exportation des produits de la pêche canadienne vers les États-Unis. Avant que le gouvernement conservateur n'entreprenne ces discussions, il n'y avait pas eu de mesures américaines contre les exportations de produits agricoles, dont le porc en particulier. Avant que le gouvernement conservateur n'entreprenne ces négociations, il n'y avait pas de subsides américains pour empêcher l'exportation ou pour venir concurrencer sur les marchés internationaux les produits agricoles de l'Ouest canadien. Avant que le gouvernement conservateur n'entreprenne les négociations dont on parle dans cette motion, il n'y avait pas de droits de douanes pour bloquer les exportations de bardeaux de cèdre vers les États-Unis, avant que le gouvernement conservateur n'entreprenne des négociations avec les États-Unis, il n'y avait pas de droits de douanes de 41 p. 100 sur certains produits de l'acier qui sont exportés du Canada vers les États-Unis.

Monsieur le Président, force nous est de constater la faillite du gouvernement conservateur dans ses négociations et, en ce sens, il m'apparaît évident que tous les observateurs impartiaux donneraient leur appui total à la motion présentée par le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent) et amendée par mon collègue le député de Winnipeg—Fort Garry.

Monsieur le Président, on constate l'incompétence avec laquelle le gouvernement Mulroney s'est acquitté de sa tâche. C'est pourquoi il devrait être blâmé sévèrement pour avoir manqué, d'une façon aussi évidente, de protéger l'intérêt des Canadiens.

On pourrait peut-être se demander pourquoi le gouvernement conservateur, et en particulier le premier ministre, a tellement failli à la tâche. On pourrait souligner qu'il part ou qu'il est parti sur le mauvais pied. Et j'aimerais citer, monsieur le Président, une phrase qui avait été utilisée par le premier ministre, et il n'y a pas tellement longtemps, quelques mois seulement à peine avant les élections.

Imaginez-vous qu'il était chef de l'Opposition, il demandait aux Canadiens et aux Canadiennes d'accorder aux conservateurs leur appui, et voici ce que le chef du gouvernement pensait d'un libre-échange avec les États-Unis, libre-échange défini comme étant l'abolition complète, j'imagine, des barrières tarifaires, des barrières non tarifaires, tel qu'il l'a exposé dans son intervention ici, à la Chambre, au mois de septembre dernier lorsqu'il a annoncé l'ouverture des négociations sur le libre-échange avec les États-Unis.

Voici ce que M. Mulroney, le premier ministre actuel, le premier ministre du Canada, disait quelques mois avant d'être élu premier ministre à propos du libre-échange avec les États-Unis. Comme il a parlé en anglais, je vais citer sa phrase en anglais.